

ACTION URGENTE

DES MILITANTS TORTURÉS ET DÉTENUS À FIDJI

Les militants défendant les droits humains et la démocratie à Fidji risquent d'être victimes d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements à l'heure où l'armée réprime l'organisation d'une manifestation pacifique.

Une dizaine de politiciens, de syndicalistes, de détracteurs du gouvernement et d'autres Fidjiens ont été victimes d'une arrestation arbitraire, de passages à tabac et d'autres formes de torture et de mauvais traitements aux mains de l'armée fidjienne au cours des deux dernières semaines, avant d'être remis en liberté. On craint que d'autres personnes ne soient appréhendées et soumises à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements ces prochains jours, alors que l'armée essaie d'empêcher l'organisation d'une manifestation pacifique contre le gouvernement le 4 mars 2011 à Suva, la capitale fidjienne.

Le 26 février, au moins deux politiciens ont été arrêtés et roués de coups à la caserne de Suva ; ils ont été relâchés le lendemain. Le même jour, sept jeunes hommes originaires d'une agglomération située aux abords de Suva auraient été torturés et soumis à d'autres formes de mauvais traitements par l'armée parce qu'ils avaient évoqué l'organisation d'une manifestation pacifique devant avoir lieu le 4 mars. Des membres de leur famille et des défenseurs des droits humains qui s'étaient présentés au camp militaire où se trouvaient les sept jeunes gens pour demander leur libération ont été menacés et frappés par des soldats. Les soldats ont dit à ces jeunes qu'ils seront tués s'ils parlaient à quiconque du traitement qui leur a été réservé au camp.

Le 25 février, Amnesty International a dénoncé les actes de torture et autres formes de mauvais traitements infligés au politicien fidjien **Sam Speight**, également connu sous le nom de Samisoni Tikoinasau, qui a été maintenu en détention pendant trois jours. Durant cette période, aucune information concernant sa détention et la manière dont il a été traité n'a été transmise à sa famille. Le placement en détention de Sam Speight et les actes de torture qu'il a subis ont fait suite à l'arrestation récente de plusieurs syndicalistes et politiciens, qui ont également été menacés et frappés par des soldats à la caserne Queen Elizabeth. Ils ont ensuite été remis en liberté, mais des craintes subsistent quant à leur sécurité.

Amnesty International est très inquiète pour la sécurité des militants et des personnes critiquant le gouvernement. Aucun soldat n'a officiellement fait l'objet d'une enquête ni été inculpé pour ces violences, et ni l'armée ni le ministère de l'Information n'ont répondu aux questions des médias étrangers concernant ces affaires.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités fidjiennes à mettre un terme aux détentions arbitraires, actes de torture et autres formes de mauvais traitements infligés à leurs détracteurs, aux militants et aux membres du public, et à permettre aux gens de se réunir de manière pacifique le 4 mars 2011 ;
- engagez-les à suspendre immédiatement les Dispositions relatives aux situations d'urgence et à respecter la liberté d'association pacifique et la liberté d'expression ;
- demandez aux autorités de diligenter immédiatement une enquête impartiale et indépendante sur la détention arbitraire, la torture et les autres formes de mauvais traitements dont ont été victimes des politiciens de l'opposition, des personnes qui avaient critiqué le gouvernement, des syndicalistes et des jeunes gens, et de veiller à ce que les soldats soupçonnés d'avoir participé à ces actes, quel que soit leur grade, soient traduits en justice.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 31 MARS 2011 À :

Président de Fidji

Ratu Epeli Nailatikau
Office of the President
Government House
Berkley Crescent
P.O. Box 2513, Government Buildings
Suva, Fidji
Fax: +679 3301 645

**Formule d'appel : *Your Excellency*, /
Monsieur le Président,**

Premier Ministre et Commandant des forces armées

Josaia Voreqe Bainimarama
Prime Minister's Office
Parliament Building, Suva, Fidji
Fax: +679 3306 034
Courriel :

pmsoffice@connect.com.fj
**Formule d'appel : *Dear Prime Minister*,
/ Monsieur le Premier ministre,**

Copies à :

Ministre des Affaires étrangères

Ratu Inoke Kubuabola
Ministry of Foreign Affairs
PO Box 2220
Government Buildings, Suva, Fidji
Fax: +679 3301 741

**Formule d'appel : *Dear Minister*, /
Monsieur le Ministre,**

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Fidji dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES MILITANTS TORTURÉS ET DÉTENUS À FIDJI

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En avril 2009, Ratu Iloilo, le président fidjien, a aboli la Constitution, limogé les juges et décrété l'état d'urgence en s'appuyant sur les Dispositions relatives aux situations d'urgence. Ces Dispositions restreignent fortement la liberté d'expression et la liberté de réunion pacifique, et le gouvernement fidjien continue à s'en servir comme d'un outil de répression. La censure imposée aux médias et les menaces, manœuvres d'intimidation et attaques visant les personnes critiquant le gouvernement entretiennent un climat de peur à Fidji. Amnesty International fait état des violations constantes des droits humains à Fidji depuis le coup d'État militaire en 2006 et de la culture de l'impunité qui perdure au sein des forces de sécurité.

AU 51/11, ASA 18/002/2011, 1^{er} mars 2011

